

Lettre ouverte d'ONG de développement (ONGD) suite à la réponse de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes à la question parlementaire 2967 sur les défenseur.e.s des droits humains.

Luxembourg, le 26 novembre 2020

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes (MAEE) à la question parlementaire 2967 sur les défenseur.e.s des droits humains (DDH), les ONGD signataires de cette lettre appellent à ce que la protection et la promotion des DDH soient reconnues comme un enjeu de la politique de coopération au développement luxembourgeoise et que des mesures appropriées soient mises en place pour y répondre.

Dans ce contexte, nous saluons la reconnaissance de la gravité du problème par les deux Ministres, qui expliquent dans leur réponse commune que « plusieurs organisations partenaires d'ONG luxembourgeoises, cofinancées par la Coopération luxembourgeoise ont été, voire sont confrontées à des formes d'harcèlement ou de violences ».

En outre, plusieurs gouvernements ont profité de la crise sanitaire de COVID19 pour intensifier la répression existante contre les DDH, limitant certainement l'espace démocratique dans leurs pays. Comme indiqué dans les Principes directeurs concernant la COVID19 du HCDH des Nations Unies, « les pouvoirs d'urgence doivent être utilisés uniquement pour des objectifs de santé publique légitimes, et non pas pour faire taire l'opposition ou réduire au silence le travail des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes ». Nous appelons donc à garder une veille attentive et renforcée à ce sujet.

Il est également encourageant de noter que la Coopération luxembourgeoise estime que des formations sur la question de la protection des DDH pour son personnel sont envisageables et pertinentes. Cette mesure contribuera sans doute à améliorer la compréhension globale de la problématique et pourra enrichir la mise en œuvre de la stratégie de coopération au développement qui a comme thème transversal la promotion des droits humains.

Dans le cadre de la réponse, la Coopération luxembourgeoise informe aussi que des ONGD ont pu bénéficier d'appuis budgétaires supplémentaires pour assurer la sécurité de leurs collaborateurs sur le terrain. Nous invitons la Direction de la Coopération à communiquer officiellement sur les modalités d'octroi de ces appuis budgétaires car cette mesure n'est pas connue par toutes les ONGD. De tels appuis peuvent faire une réelle différence pour les partenaires sur le terrain.

La Coopération luxembourgeoise explique, entre autres, qu'au niveau de la mise en œuvre concrète de projets, le Luxembourg propose un accompagnement psychosocial et légal aux DDH. Face à l'augmentation de la violence et du harcèlement à l'égard de nos partenaires, nous considérons qu'il est important de créer un espace d'échange entre les Ministères concernés et les ONGD afin de

pouvoir partager les informations sur les outils disponibles, les adaptations nécessaires ainsi que les expériences et les bonnes pratiques.

En effet, comme mentionné à la fin de la réponse, dans le cadre du Plan d'action national pour le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert adopté en 2019, le MAEE a planifié un projet d'appui aux DDH qui devrait permettre un échange entre les Ministères et la société civile « sur les autres formes d'appui qui peuvent être fournies aux DDH et à leurs organisations (p.ex. Appui financier d'urgence, appui juridique, appui en matière de sécurité numérique, accueil temporaire au Luxembourg de DDH devant quitter d'urgence leur pays d'origine) ». Nous exhortons le MAEE à démarrer ce projet le plus vite possible et la Coopération luxembourgeoise à s'y impliquer activement afin d'installer un espace d'échange avec les ONGD sur cette problématique.

Signataires :*

Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)
Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal (AEIN)
Cercle de coopération des ONGD luxembourgeoises
Frères des Hommes Luxembourg
Fondation Partage Luxembourg (partage.lu)
Les Amis du Tibet, Luxembourg
SOS Faim

**Les organisations sont engagées dans l'Initiative defenders.lu.*